

N°1684

du 19
Septembre
2023



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

REVUE DES DROITS DE
L'ENFANT À GENÈVE

Le gouvernement a exposé,
la société civile a fait son constat

P.3

RENTÉE SCOLAIRE 2023-2024

* La nouvelle année sous de bons auspices
* L'anglais enseigné au cours préparatoire
dès ce 25 septembre

P.7

AUTONOMISATION DES
JEUNES ET DE LA FEMME

La PIA accompagne de potentiels
entrepreneurs de la préfecture de Zio

P.7

LES JEUNES AU SERVICE DE LA NATION TOGOLAISE

P. 3

Des pistes de performance à explorer

EN PLUS...

SPECTACLE

" ISIS-ANTIGONE OU LA TRAGÉDIE
DES CORPS DISPERSÉS "

Ce texte de Kossi Efoui sera joué au festival de Limoges

FINANCES

CROISSANCE DES PME À TRAVERS
LE FONDS JOLIBA FUND I

Le Togo parmi les 12 pays bénéficiaires ciblés

ÉCONOMIE

BUDGET DE L'ÉTAT EN 2023

Le taux d'exécution des charges à 43,32% au 1er semestre

EXPOSITION

Le Palais de Lomé accueille plus de 166 œuvres d'artistes africains et togolais

AFRIQUE

ALERTE !

Selon l'OMS, l'Afrique est la première région du monde pour
le diabète non diagnostiqué

Le Togo a besoin d'une jeunesse dynamique, compétente et mobilisée pour un développement harmonieux et endogène. Une table ronde de l'association " Youth For Youth " a réuni plus de 500 jeunes justement pour explorer les pistes d'implication de la jeunesse dans le développement du pays. Sandra Ablamba Johnson y a passé du temps avec eux. Conviviale et pédagogique, la rencontre s'est attardée sur les projets et programmes initiés par le gouvernement pour appuyer et ouvrir toutes les portes d'insertion de la jeunesse dans les chaînes de valeur.



Mme Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République

EXPOSITION

Le Palais de Lomé accueille plus de 166 œuvres d'artistes africains et togolais

Dans le cadre de l'exposition itinérante et panafricaine " Dig Where You Stand - D'un océan à l'autre ", le Palais de Lomé accueille 166 œuvres d'arts d'artistes africains et togolais, depuis le 15 septembre dernier.

D'après Madame Sonia Lawson, directrice du Palais, l'exposition " interroge sur l'usage des matériaux, le voyage, l'émigration, la récupération, les décolonisations, qui fait appel à des matériaux différents, des medias différents ".

On y compte divers tableaux de peinture, de la photographie, de la sculpture, d'artistes de Côte d'Ivoire, d'Afrique du Sud, du Ghana, du Nigéria, et du Togo. L'expo prendra fin au Togo en février 2024. L'artiste togolais Laka, de son vrai nom, Kossi Léopold Ankude fait partie des exposants.

D'un océan à l'autre explore le potentiel régénérateur de l'art en Afrique et dans ses diasporas, en utilisant l'art comme moyen de restauration pour étudier l'impact des systèmes coloniaux dans les villes côtières et développer de nouvelles façons d'aborder la décolonisation, la restitution et le rapatriement. Il tourne autour d'une " porte du retour " symbolique sous la forme d'un na-



vire revenant vers l'Afrique et relie Lomé, au Togo, à d'autres pays de langue éwé, s'alignant sur l'appel à l'unité africaine.

Pour faciliter l'accès du Palais de Lomé à un plus large public, des expositions de photos itinérantes, des projections de films et des ateliers auront lieu au-delà du Palais de Lomé. Ces initiatives amèneront des répliques de l'exposition dans les zones rurales, engageant les étudiants et les enseignants dans des

ateliers et présentant des études de cas pour s'en inspirer. Les textes, légendes et audio sont traduits en éwé, garantissant la participation des communautés locales à l'exposition.

" Dig Where You Stand - D'un océan à l'autre " est organisé par le Palais de Lomé en partenariat avec African artists foundation (AAF) basée à Lagos. L'expo arrive au Togo après avoir parcouru le Ghana. Elle rejoindra le Bénin avant de poursuivre son itinéraire au Sénégal.

Situé face à l'Océan Atlantique au sein d'un parc de 11 hectares, le Palais de Lomé présente aujourd'hui le meilleur des créations artistiques africaines et de ses diasporas. Le Palais de Lomé offre des activités culturelles et scientifiques adaptées à divers publics. Des animations musicales et des spectacles vivants (danse, théâtre, contes, spectacles d'échassiers ou de marionnettistes) sont organisés tout au long de l'année.

SPECTACLE

Un texte de Kossi Efoui sera joué au festival de Limoges

"Isis-Antigone ou la tragédie des corps dispersés" est un texte de l'écrivain et dramaturge togolais Kossi Efoui. La pièce mise en scène par les metteurs en scène Gaëtan Nossounglo et Marcel Djondo sera jouée les 27 et 28 septembre prochains Festival des Francophonies de Limoges (France). La pièce a été jouée deux fois au Togo.

Une compagnie de renom qui a écümé les scènes théâtrales d'Afrique, d'Amérique et d'Asie se disloque. On en ignore la raison. Un beau jour, le metteur en scène convie son

équipe pour un brainstorming et ainsi relancer sa machine théâtrale. Répétition ou représentation ? L'histoire des comédiens et metteur en scène, entre fiction et réalité, convoque les grands mythes, ceux d'Isis et d'Antigone. Des deuils impossibles s'égrènent dans un fascinant jeu de cœur et de corps. L'histoire convoque la mémoire, les mythes, le présent pour exorciser l'avenir. A travers une écriture segmentée tout comme la mémoire des artistes, des jeux qui s'appuient sur conte, mime, masques, marionnettes, chant, musique et



danse, créent un théâtre qui souffle, un théâtre de souffle qui s'adapte à tous les espaces... même vides.

ARCHITECTURE

Francis Kéré a reçu le Praemium Imperiale



L'architecte germano-burkinabè Francis Kéré a reçu une nouvelle distinction à la 34e édition du « Nobel des arts » le 12 septembre 2023, à Paris. Il a été lauréat du prix Praemium Imperiale dans la catégorie architecture.

Engagé depuis le début de sa carrière dans une architecture écologique et sociale, le travail de Francis Kéré est une fois de plus récompensé.

Le Praemium Imperiale compte

parmi les prix artistiques les plus importants au monde. Il est décerné chaque année depuis 1989 par la Japan Art Association dans cinq catégories : peinture, sculpture, architecture, musique et théâtre/cinéma.

En 2022, Francis Kéré a remporté le prix Pritzker. Devenant le premier africain à remporter ce prix. Pour toutes ses oeuvres, l'école d'architecture de l'université Yale, aux Etats Unis, a annoncé la création d'une « bourse Francis Kéré ».

NÉCROLOGIE

Le décès de Laurence Gavron

De nationalité française et sénégalaise depuis 2007, la réalisatrice et écrivaine Laurence Gavron Schäfer est décédée le 14 septembre 2023 à Paris des suites d'une longue maladie.

"Elle était parisienne, dakaroise, newyorkaise, juive, ashkénaze, sereer, puular. Elle était cinéaste, écrivaine, photographe, gourmande, cultivée, rayonnante. Elle n'avait pas son égal", écrivent ses enfants Georgia Schäfer et Nathan Schäfer

sur facebook.

Elle commence sa carrière en écrivant sur le cinéma dans divers journaux et revues, puis travaille pour la télévision, en particulier comme assistante puis journaliste et réalisatrice sur Cinéma, Cinémas, Étoiles et Toiles, Métropolis, Absolutement Cinéma, Après la sortie, etc.

Elle est l'auteur d'un ouvrage, écrit en collaboration avec Denis Lenoir, sur John Cassavetes (1986), du roman Marabouts d'ficelle (2000) et

des romans policiers Boy Dakar (2008), Hivernage (2009) et Fouta Street (Le Masque, 2017), lauréat du prix du roman d'aventures. Elle a également publié de nombreux articles ou critiques de films dans divers périodiques, dont Positif, Cahiers du cinéma, Libération et Le Monde, et a réalisé de nombreux films documentaires et de fiction.

Elle vivait à Dakar depuis 2002 et a acquis la nationalité sénégalaise en 2008.



AZIMUTS INFOS

UNE PLANÈTE INCONNUE DE LA MASSE DE LA TERRE SE CACHERAIT AUX CONFINS DU SYSTÈME SOLAIRE

Les frontières de notre Système solaire regorgent de mystères et d'astres inconnus gravitant à plusieurs milliards de kilomètres de la Terre. Mais une équipe de chercheurs basée au Japon pourrait bien avoir découvert une nouvelle planète orbitant après Neptune, dans la ceinture de Kuiper.

Si notre Système solaire comprend huit planètes, de Mercure à Neptune, les astrophysiciens chassent depuis des années d'hypothétiques nouveaux astres orbitant autour du Soleil. Des astronomes japonais de l'université de Kindai (Osaka) et de l'observatoire national de Tokyo affirment avoir " prédit " l'existence d'une nouvelle planète gravitant au-delà de Neptune. Dans une étude parue le 25 août dans The Astronomical Journal, les universitaires détaillent le résultat d'observation d'objets se situant dans la ceinture de Kuiper. Certains corps semblent ainsi adopter des trajectoires... erratiques. Synonyme de la présence de ladite planète ?

Au-delà de Neptune, de nouvelles planètes à découvrir

La ceinture de Kuiper, encerclant le Système solaire entre 30 et 55 unités astronomiques (une UA = environ 150 000 000 de kilomètres) et composée de petits corps, semble être une zone privilégiée pour abriter une planète. C'est en se basant en partie sur les données de l'Outer Solar System Origins Survey (Ossos, " étude des origines du Système solaire externe ") que les astronomes basés au Japon ont noté l'existence des trajectoires irrégulières dans la ceinture de Kuiper. De 2013 à 2017, l'Ossos a scruté des fractions de ciel grâce au télescope Canada-France-Hawaï (CFHT), agrégeant une quantité considérable d'informations sur la périphérie du Système solaire.

Modélisant et calculant le comportement de certains objets transneptuniens évoluant plus loin que l'orbite de Neptune, les scientifiques ont émis l'hypothèse que ces corps pouvaient être influencés par la force gravitationnelle de la planète inconnue. Une estimation a même été faite concernant sa masse hypothétique : elle pourrait atteindre une fois et demie à trois fois la masse de la Terre. Cependant, à cette distance du Soleil, les astronomes précisent qu'il y a peu de chance que la vie puisse se développer et prospérer. Nouvelle planète ? Peut-être. Nouveaux voisins ? Probablement pas. Une découverte de cette ampleur serait néanmoins une nouvelle porte pour comprendre la formation du Système solaire, la ceinture de Kuiper étant composée de vestiges du disque protoplanétaire ayant permis la constitution des planètes.

Une planète directement observable ?

De nombreuses questions se posent concernant l'observation et la détection de la mystérieuse planète. Comment attester réellement de son existence ? La plus " petite " orbite héliocentrique de la planète de la ceinture de Kuiper connaîtrait une variation de 195 à 305 unités astronomiques. À son périhélie, la planète atteindrait une magnitude de 18 à 21, voire de 22 à 25. Sa luminosité excessivement ténue la rendrait extrêmement difficile à observer. Sur Terre, un télescope de 10 mètres de diamètre pourrait suivre un corps de magnitude 25, avec au moins une heure d'observation.

L'étude menée conjointement par Patryk Lykawka et Takashi Ito s'avère prometteuse et de plus amples informations permettraient d'en apprendre plus sur les objets gravitant dans la ceinture de Kuiper. Mais, à l'instar de la légendaire planète Neuf, dont l'orbite supposée se situe au-delà de la ceinture de Kuiper et traquée par les astronomes depuis plusieurs années, l'existence de la " KBP " (Kuiper Belt Planet) demeure incertaine.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication

Hugue Eric
JOHNSON

Directeur de la Rédaction

Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

LES JEUNES AU SERVICE DE LA NATION TOGOLAISE

Des pistes de performance à explorer

Le Togo a besoin d'une jeunesse dynamique, compétente et mobilisée pour un développement harmonieux et endogène. Une table ronde de l'association " Youth For Youth " a réuni plus de 500 jeunes justement pour explorer les pistes d'implication de la jeunesse dans le développement du pays. Sandra Ablamba Johnson y a passé du temps avec eux. Conviviale et pédagogique, la rencontre s'est attardée sur les projets et programmes initiés par le gouvernement pour appuyer et ouvrir toutes les portes d'insertion de la jeunesse dans les chaînes de valeur.

Eric J.

Au nombre des initiatives gouvernementales, on peut citer le Programme présidentiel d'excellence (PPE) qui permet aux jeunes d'acquérir de nouvelles compétences avérées en leadership, communication, gestion de projet, résolution de problèmes, pensée analytique et en esprit critique pour apporter leur plus-value à la mise en œuvre effective des projets structurants de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. C'est un programme innovant du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé en vue de renforcer le capital humain, de moderniser l'administration publique et de faire de la jeunesse togolaise un partenaire privilégié du développement du pays. Il est conçu pour être complémentaire aux études académiques et préparer les étudiants et les jeunes pro-

fessionnels à rejoindre l'administration publique.

Le gouvernement met également en œuvre d'autres programmes similaires notamment le Programme d'excellence des femmes africaines (PEFA). Ce mécanisme lancé en mars 2021 vise à former des jeunes femmes togolaises talentueuses à l'entrepreneuriat et à des emplois d'impact dans les institutions du secteur public ou privé. Le PEFA repose essentiellement sur des piliers fondamentaux à savoir les méthodes du monde du travail, le leadership et l'entrepreneuriat. Le programme a déjà accueilli 120 jeunes femmes dont 60 en cours d'insertion socio-professionnelle et 60 en cours de formation.

Il faut dire que la jeunesse togolaise s'est inscrit dans la vision du Chef de l'Etat et s'est engagé à contribuer à la construction nationale en se dotant d'outils et

d'aptitudes nécessaires pour l'atteinte des objectifs. Le 9 septembre 2023, plus de 500 d'entre eux, venus de toutes les régions du Togo ont discuté enjeux stratégiques de la promotion des PME locales et pistes de solutions pour l'émergence des champions nationaux. C'est autour d'une table ronde orchestrée par l'association " Youth For Youth " avec comme Guest star, Sandra Ablamba Johnson, la Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République. L'objectif principal de l'association est de mettre la capacité d'innovation et le dynamisme des jeunes au service de la nation. « Youth For Youth a pour ambition d'offrir à la jeunesse africaine, un programme bénévole d'excellence, de partage d'expériences et de renforcement des capacités adaptées aux exigences du monde du travail », renseigne ses responsables.



Sandra Ablamba Johnson s'est félicitée de cette initiative qui est en phase avec la vision du chef de l'Etat, celle de promouvoir une jeunesse responsable, entreprenante, apte à assurer la relève de demain. Elle a réitéré la détermination du chef de l'Etat à accompagner les jeunes togolais porteurs d'initiatives novatrices en vue de faire d'eux,

de véritables acteurs du développement. « Nous avons un Président qui est disponible à vous accompagner, à appuyer l'entrepreneuriat des jeunes à travers des réformes pragmatiques et la mise en place de mécanismes y afférents parmi lesquelles le programme présidentiel d'excellence », a-t-elle déclarée. Partageant son expérience,

elle a exhorté les jeunes Togo-lais à être des acteurs du secteur privé porteur de croissance. Elle les a invités à s'approprier les nobles valeurs de patriotisme, de participation citoyenne, d'excellence et d'humilité, chères au Président de la République.

REVUE DES DROITS DE L'ENFANT À GENÈVE

Le gouvernement a exposé, la société civile a fait son constat

La 94^{ème} session du Comité de droits de l'enfant vient de se tenir à Genève. Le Togo a présenté une déclaration sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et du protocole facultatif relatif à l'implication des enfants dans les conflits armés. La revue a été présentée par Adjovi Lolonyo Apédo-Anakoma, Ministre de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, cheffe de la délégation togolaise... Les OSCs ont réagi.

F. Woussou

Dans sa déclaration liminaire, devant le Comité des droits de l'enfant composé de 18 experts indépendants chargés de surveiller la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant par ses États parties, l'officielle togolaise a indiqué que c'est avec une volonté politique affichée, que les observations et recommandations du précédent examen ont conduit à de nombreuses évolutions législatives, institutionnelles et réglementaires.

Sur l'enregistrement universel des naissances, la ministre a informé que le Togo compte 1 139 centres d'état civil majoritairement installés dans les cantons et villages ainsi que dans des centres de santé en vue de rapprocher les services de l'état-civil des usagers. Le taux d'enregistrement des naissances est aujourd'hui de 87%. L'adoption en septembre 2020 de la loi relative à l'identification biométrique des personnes physiques au Togo est une mesure qui permettra d'attribuer à toute personne physique togolaise ou résident au Togo, un numéro

d'identification unique (NIU). Grâce à ce mécanisme d'identification fiable et sûr, l'Etat peut s'assurer de l'efficacité des projets/programmes destinés à une population cible ou encore mettre en place de nouveaux services sociaux comme la couverture maladie universelle, le registre social unique et la digitalisation de l'état-civil par exemple.

Sur le plan de la santé de l'enfant, Adjovi Lolonyo Apédo-Anakoma a rappelé les différents programmes et projets en faveur des mères et enfants, entre autres, le programme élargi de vaccination (PEV) offrant des vaccins gratuits aux enfants, la prise en charge gratuite du paludisme grave au profit des enfants de moins de 05 ans, le programme national d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né (Wézou) mis en œuvre depuis 2017 et l'assurance maladie universelle instituée par la loi du 18 octobre 2021 qui étend la couverture à toutes les couches sociales sont aussi comptabilisées. « La mise en œuvre de ces mesures a permis de réduire con-

sidérablement la mortalité spécifique due au paludisme ainsi que la létalité chez les enfants de moins de 5 ans qui a régressé de 4,08% en 2017 à 2,5% en 2021 », a dit la ministre.

Dans le domaine de l'éducation, l'Etat togolais intensifie les investissements avec 25% du budget total de l'Etat consacré à ce secteur. Le taux brut de scolarisation au primaire qui est passé de 122,4% en 2018 à 132,5% en 2022 avec un taux d'achèvement de 88,7%. Le renforcement du cadre normatif des droits de l'enfant en milieu scolaire, la politique de l'alimentation scolaire qui permet d'offrir aujourd'hui une alimentation équilibrée à 156 000 élèves dans 1 013 écoles primaires et l'adoption de la loi du 02 décembre 2022 portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel ont été relevés par la délégation togolaise.

Le constat des OSC Selon la ministre Apédo Anakoma, au Togo, la société civile est systématiquement impliquée dans toutes les questions relatives à la protection de l'enfant. Elle est représentée au sein du Comité national des droits de

l'enfant et du cadre de concertation nationale des acteurs de protection des enfants. Elle est également impliquée dans la conception et la production des documents et dans la mise en œuvre des projets, programmes et politiques en lien avec les enfants.

Pour ce rendez-vous de Genève, des organisations de défense des droits des enfants, dont le Bureau national catholique de l'enfant (BNCE) ont fait des observations sur les différents points relevés par le Gouvernement, entre autres sur l'application de la loi du 2 Décembre 2022 portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo. Pour le BNCE l'adoption de cette loi opère une avancée normative importante dans la lutte contre les violences sexuelles dans les cercles de confiance que sont l'école et les centres de formation professionnelle. « Pour la première fois au Togo, un texte spécifique prévoit et punit les abus, violences et agressions sexuelles en milieu scolaire, universitaire et dans les centres d'apprentissage et de formation professionnelle », souligne le Bureau national catholique pour l'enfance (BNCE).



Mme Adjovi Lolonyo Apédo-Anakoma, Ministre de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation

Cependant, le BNCE fait remarquer que la prise de décrets et arrêtés prévus par la loi tardent à se concrétiser. En effet, pour donner effet à la loi, il est prévu à l'article 10 alinéa 2, un arrêté conjoint des ministres chargés des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, du ministre chargé de la santé, du ministre chargé de la promotion de la femme et du ministre chargé des finances, pour déterminer les modalités de délivrance et de prise en charge des certificats médicaux et des rapports d'expertises médico-légaux aux apprenants victimes de vio-

lences à caractère sexuel. « Cet arrêté conjoint n'a pas encore vu le jour », fait savoir le BNCE. En outre, pour sa mise en œuvre effective, la loi prévoit en son article 12, la création d'un observatoire national pour le suivi-évaluation des violences à caractère sexuel contre les apprenants. L'alinéa 3 de ce texte prévoit la prise en conseil des ministres d'un décret réglementant l'organisation, le fonctionnement, les missions de l'observatoire national. « Le décret n'a pas encore été pris », constate le BNCE.

Par ailleurs, le BNCE fait le constat que les acteurs directement concernés par la loi, notam-

(suite à la page 6)

BUDGET DE L'ÉTAT EN 2023

Le taux d'exécution des charges à 43,32% au 1^{er} semestre

Eric J.

Le budget de l'Etat, exercice 2023, autorisé par la loi n° 2022-022 du 27 décembre 2022 portant loi de finances, est équilibré en ressources et en charges à la somme de mille neuf cent cinquante-sept milliards neuf cent vingt millions neuf cent quinze mille (1.957.920.915.000) francs CFA. Ce montant est composé de recettes et de dépenses budgétaires, de ressources et de charges de trésorerie ainsi que de recettes et de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

S'agissant des dépenses, une attention particulière a été portée sur la budgétisation sensible au genre, l'augmentation sensible des enveloppes budgétaires pour accompagner les collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la décentralisation et l'augmentation de 15,15% des dépenses sociales par rapport à 2022. En outre, confor-

mément à la feuille de route gouvernementale, l'exécution de la loi de finances 2023, à fin juin 2023, est intervenue dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en œuvre du budget programme dans un environnement marqué par la déconcentration de l'ordonnement avec la délocalisation du contrôle financier auprès des ordonnateurs.

A fin juin 2023, le taux d'exécution des charges du budget général est de 43,32%, soit un montant de 846,21 milliards pour une prévision annuelle de 1.953,48 milliards. Par rapport à la même période de l'année 2022, les charges de l'Etat sont en hausse de 157,33 milliards, correspondant à un taux de progression de 22,84%. Cette progression est due à un accroissement des dépenses en atténuation de recettes, des dépenses de personnel, des dépenses de transfert et des projets d'investissement.

Au titre du premier semestre 2023, les dépenses sont globale-



Le ministre Sani Yaya de l'Economie et des Finances

ment autorisées à 100%, excepté les dépenses de biens et services et de transfert qui le sont à 50%. Sur les grandes natures de dépenses, les dépenses de paiements des intérêts de la dette publique et les acquisitions de biens et service ont connu les plus fortes exécutions avec des taux respectifs de 56,19% et 52,41%. Les dépenses enga-

gées et mandatées se chiffrent respectivement à 881,14 milliards et 846,21 milliards pour une prévision de 1.953,48 milliards, soit un taux d'exécution respectif de 45,11% et 43,32%. Les dépenses mandatées sont réglées à hauteur de 846,04 milliards, soit un taux d'exécution de 43,31%.

Le service de la dette

Les charges financières de la dette, sont les intérêts et autres frais

financiers versés aux créanciers pour le paiement des charges liées aux emprunts de l'Etat. Pour le compte de l'exercice 2023, il est prévu au budget 142,93 milliards. Au cours du premier semestre, le montant payé s'élève à 80,32 milliards, soit un taux d'exécution de 56,19%. Le paiement des intérêts de la dette au 30 juin 2023 a connu une hausse de 23,03% par rapport à son niveau (65,29 milliards) de la même période en 2022. A fin juin 2023, les dépenses en atténuation de recettes sont ordonnancées à hauteur de 85,12 milliards, représentant 57,92% des prévisions annuelles fixées à 146,96 milliards. Comparées à l'exécution à fin juin 2022 qui se chiffrait à 61,13 milliards, on note une hausse de 23,99 milliards, soit 39,24%.

L'ordonnement des dépenses de personnel au 30 juin 2023 se chiffre à 139,71 milliards, soit un taux d'exécution de 46,27% des prévisions annuelles arrêtées à 301,96 milliards. Comparé à la même période de 2022, où cet ordonnancement s'établissait à 111,96 milliards, on note une augmentation de 27,74 milliards, soit un taux de variation de 24,78%. L'effectif du personnel ayant émargé sur le budget général au cours du premier trimestre est passé de 56.982 agents le 1er avril 2023 à 59.203 agents le 30 juin 2023, soit une hausse de 3,90% de l'effectif

due aux nouvelles recrues. Le niveau d'ordonnement des dépenses d'achat des biens et services au 30 juin 2023 est de 81,23 milliards, équivalant à un taux d'exécution de 52,41% par rapport aux prévisions annuelles de 155,01 milliards. Rapporté à fin juin 2022 où le niveau desdites dépenses se situait à 66,55 milliards, il en résulte une variation à la hausse de 22,06%.

Dépenses en capital

L'ensemble des dépenses en capital financées par des ressources internes et externes exécutées à fin juin 2023 s'élève à 157,94 milliards pour une prévision annuelle de 609,60 milliards, soit un taux d'exécution de 25,91%. A la même période de l'année dernière, l'exécution se situait à 135,59 milliards, soit une hausse de 16,48%. Les décaissements sur ressources internes à fin juin 2023, s'élèvent à 41,07 milliards contre une prévision de 274,88 milliards, soit un taux d'exécution de 14,94%. Les ressources externes proviennent des emprunts projets, des dons projets et des dons programmes. Les décaissements sur ressources extérieures au 30 juin 2023 se chiffrent à 116,86 milliards pour une prévision de 334,73 milliards, soit un taux d'exécution de 34,91% sur la base des informations disponibles.

SECTEUR DE LA SANTÉ

Les ambitions cachées dans le PNDS 2023-2027

Late Pater

Le Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2017-2022 est arrivé à échéance en 2022. Une évaluation de sa mise en œuvre a été faite, avant de passer à l'élaboration d'un nouveau plan pour la période 2023-2027. Ce PNDS 2023-2027 se décline en cinq (5) axes stratégiques : le système de santé et santé communautaire (axe 1) ; les services essentiels de santé y compris nutrition pour les mères, les enfants, les jeunes et adolescents et les personnes âgées (axe 2) ; la lutte contre les maladies et maîtrise des déterminants sociaux et environnementaux (axe 3) ; les réponses aux épidémies, aux autres urgences de santé publique (axe 4) ; et la protection contre le risque financier lié à l'utilisation des services de santé (axe 5).

Selon le document validé courant mai 2023, plusieurs ambitions sont attachées au nouveau PNDS. C'est ainsi que la mise en œuvre de l'axe stratégique n°1 permettra d'améliorer l'accessibilité géographique de 76,45% à 90%, l'utilisation des soins curatifs de 56,5% à 70%, la couver-

ture des besoins en personnels de santé au niveau primaire de soins de 42,1% à 80%, la couverture des services de santé essentiels de 68% à 80%, etc. Le tout pour un budget prévisionnel de 519,835 milliards de francs Cfa.

Quant à l'axe stratégique 2 qui devra coûter 93,284 milliards de francs Cfa, sa mise en œuvre doit permettre de réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile juvénile pour atteindre des cibles de 150 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, de 14 décès néonataux pour 1000 naissances vivantes et de 45 décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes et d'augmenter l'espérance de vie à la naissance de 61,34 à 64 ans en fin 2027.

Concernant l'axe stratégique n°3, sur la base des objectifs cibles des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et tenant compte des données actuelles du pays ainsi que des goulots d'étranglement du système de santé à lever, sa mise en œuvre devrait permettre d'améliorer le pourcentage de femmes enceintes ayant reçu au moins trois doses de traitement préventif intermittent lors des visites prénatales pendant

leur dernière grossesse menée à terme au cours des deux dernières années de 53% à 80%, réduire les nouvelles infections au VIH de 75%, réduire la mortalité totale par les maladies non transmissibles (p100000) de 649,4 à 400, pour un budget total de 308,179 milliards de francs Cfa.

La mise œuvre de l'axe n°4 – dont le budget prévisionnel est estimé à 30,229 milliards de francs Cfa –, permettra de disposer d'un système de santé capable de détecter précocement et de répondre efficacement aux épidémies et autres urgences de santé publique (maintenir à 100% la proportion d'épidémies ayant bénéficié d'une réponse dans les 14 jours après la notification). En outre, le secteur de la santé devra renforcer la mise en œuvre de l'approche «One Health».

Et s'agissant de l'axe stratégique 5, sa mise en œuvre devra permettre de réduire les dépenses de santé des ménages par paiement direct en pourcentage de la dépense courante de santé de 66,2% à 21,9%, d'augmenter la proportion de la population couverte par le régime unique d'assurance maladie de 5,37% à 60%. Pour ce faire, il va falloir rassem-

bler un budget prévisionnel de 114,139 milliards de francs Cfa.

A noter que les besoins du PNDS sont évalués à 1 065,666 milliards de francs Cfa pour la période 2023-2027, soit un coût moyen annuel de 213,133 milliards de francs Cfa. Pour arriver à le financer, le scénario accéléré (qui est préféré aux deux autres scénarii élaborés que sont le scénario de base et le scénario moyen) exige que le gouvernement togolais et ses partenaires s'engagent à une augmentation sensible des dépenses publiques générales pour la santé pour atteindre 11% en 2027, ce qui correspond à 6,4% en 2023, 7,5% en 2024, 8,7% en 2025, 9,8% en 2026 et 11,0% en 2027 ; une diminution progressive de la dépendance extérieure du financement de la santé ; une amélioration de la gestion des recettes des formations sanitaires ; une réduction de 52,4% des dépenses directes de santé des ménages (de 55,5% en 2023 (cible projetée) à 21,9% en 2027) grâce à l'opérationnalisation du système de couverture du risque financier lié à l'utilisation des services de santé (assurance maladie universelle).

ALERTE !

Selon l'OMS, l'Afrique est la première région du monde pour le diabète non diagnostiqué

Etonam Sossou

Selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publiée à l'occasion de la Journée mondiale du diabète, célébrée sous le thème de l'accès aux soins, 55% des personnes atteintes de diabète savent qu'elles le sont dans le monde. Mais en Afrique, le manque

d'installations et d'équipements de dépistage, le nombre insuffisant de personnels de santé formés, l'accès difficile aux établissements de santé et le manque de sensibilisation au diabète sont quelques-uns des obstacles au dépistage du diabète. « L'un des plus grands défis de la prise en charge du diabète est le manque de diagnostic. Sans dé-

pistage, le diabète devient un tueur silencieux », a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.

24 millions d'adultes vivent avec le diabète en Afrique

Dans la région africaine, les décès prématurés dus au diabète (définis comme des décès survenant avant l'âge de 70 ans) s'élèvent à

58%. Selon l'OMS, cela est supérieur à la moyenne mondiale de 48%. Dans le même temps, le taux de mortalité normalisé selon l'âge pour le diabète est de 48 pour 100.000 habitants. C'est plus du double du taux mondial de 23 pour 100.000. Dans la région, seule une personne sur deux vivant avec un

(suite à la page 7)

SANTÉ +

Ongles striés :
qu'est-ce que ça signifie ?

Les ongles sont souvent un bon indicateur de la santé. Les ongles striés sont ainsi parfois le signe d'une affection plus globale ou d'une carence. La forme et l'orientation des raies peuvent vous donner des indices.

La surface de l'ongle comporte naturellement des stries verticales. Parfois, ces raies apparaissent de façon exagérée en relief, ce qui donne à l'ongle un aspect irrégulier. Elles peuvent se former sur un ou plusieurs doigts, et aussi bien sur ceux des pieds que sur ceux des mains. Outre le côté inesthétique, les ongles striés peuvent avoir des causes multiples.

Ongles striés : les causes naturelles et bénignes

Certaines personnes ont naturellement des ongles avec des stries plus accentuées. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de s'inquiéter et malheureusement, il n'y a pas grand chose à faire.

Les ongles striés sont la conséquence normale du vieillissement : le corps fabrique moins de kératine, le composant essentiel de l'ongle, et celui-ci parvient moins bien à retenir l'eau. C'est le même phénomène que celui des rides de la peau et des cheveux qui deviennent secs. L'utilisation de certains vernis, une manucure excessive (comme l'utilisation d'un polissoir), ou encore des petits chocs successifs peuvent fragiliser l'ongle dont la pousse va alors être irrégulière. Dans ce cas, les stries sont souvent longitudinales (horizontales). L'utilisation de détergents ou le fait d'avoir les mains plongées dans l'eau pendant longtemps peuvent faire apparaître des stries.

Ongles striés : signe d'une carence alimentaire

* un déficit en zinc a été associé aux ongles striés (stries horizontales) ;

* une anémie sévère crée de profondes stries verticales mais, dans ce cas, l'ongle apparaît déformé et ondulé sur toute la surface ;

* une rainure verticale au centre de l'ongle peut être le signe d'une carence en acide folique (vitamine B9) ou en protéines.

Ongles striés : signe d'une maladie

De nombreuses affections sont susceptibles de provoquer des ongles striés, notamment lorsque l'ensemble des 20 ongles sont concernés et que d'autres symptômes sont concomitants (apparition de taches blanches, ongles cassants et qui se fissurent, qui changent de couleur...). En voici quelques exemples :

* hypothyroïdie (stries horizontales) ;

* problème de peau (eczéma, psoriasis, dermatite atopique...);

* arthrite (stries verticales) ;

* infections (syphilis, oreillons, pneumonie -- stries horizontales) ;

* endocardite ou mélanome ; l'ongle est alors souvent coloré en brun ou rouge.

ELIM CAN 2024 (F)

Tomety Kai : "Il reste beaucoup de choses à régler"

Les Éperviers dames du Togo ont entamé leur préparatif dans le cadre du premier tour des éliminatoires de la CAN Maroc 2024. Au cours d'une randonnée amicale contre une sélection des joueuses de Sokodé disputée dimanche dernier au stade de Kégué, les filles de Tomety Kai se sont imposées sur un score de 4 buts à 1. Malgré le réalisme offensif de son équipe, la sélectionneuse nationale Tomety Kai estime qu'il reste beaucoup de choses à régler avant le match de Djibouti.

Hervé A.

Après 3 jours d'entraînement, les filles de Tomety Kai se sont plutôt bien comportées au cours d'une rencontre amicale. Elles ont réussi à planter 4 buts et en ont encaissé un. Une bonne moisson pour les filles mais il reste beaucoup à faire.

"Oui quand on gagne, on est toujours satisfait. Oui parce qu'on a gagné mais par rapport au contenu du match, il y a beaucoup de choses à régler. C'est un match pour notre plan et stratégie de jeu. On a été réaliste, on a marqué quatre buts. Mais par rapport à la production de jeu, à la stratégie mise en place, il y a beaucoup à faire. Les cinq jours qui restent, nous devons encore travailler d'arrache-pied pour recréer la cohésion pour que les filles soient performantes les 22 et 26 (septembre, ndr)", a martelé Tomety Kai, juste après la rencontre amicale.

Plus loin, elle est revenue sur ce qui fait la force de son groupe : "On est dans une bonne ambiance. L'état d'esprit est positif, les filles sont solidaires, elles sont sympathiques et elles sont même empathiques ; c'est ce qui fait la force de cette sélection. Ça se passe très bien. Elles ont toutes envie de jouer. Je pense, si la rage de jouer, de mouiller le maillot pour la patrie domine ces filles-là, je suis sûre que le 22, on fera un bon match", s'est-elle rassurée.

Par ailleurs, elle analyse le plan de jeu : "Nous avons une animation de



jeu et des principes de jeu. Donc les nouvelles qui sont là, on est en train de les mouler dans ce principe de jeu pour qu'elles adhèrent à notre façon de jouer. On attend encore quatre joueuses pour que le travail se fasse en entier. Ce que nous voulons faire, on l'a fait avec des joueuses qui sont présentes. On a vu ce que ça a donné mais quand les autres vont arriver d'ici demain, avec les trois séances que nous allons faire, ça va nous permettre de recréer la cohésion et de tester vraiment le nouveau plan de jeu pour voir ce que ça va donner sur le match de Djibouti".

Sur la question de la programmation des deux rencontres à Lomé, la sélectionneuse nationale Tomety Kai veut jouer la carte de prudence : "Jouer les deux matchs à domicile, c'est en même temps un avantage et un désavantage. Le fait de jouer chez nous c'est bien. On est déjà habitué au terrain, on est habitué au climat. Mais faut pas que les filles soient dans une zone de confort et c'est ça qui est dangereux. Il va falloir travailler leur mental pour qu'elles sortent de cette zone de confort là pour pouvoir penser que le 22, on est sur la terre Djiboutienne pour bien jouer et chercher à gagner",

a-t-elle expliqué.

Sur la connaissance de l'adversaire, la sélectionneuse s'est exprimée : "Depuis la programmation de la CAF, on a toujours cherché à regarder les matchs de Djibouti. On a vu des extraits sur internet, on a enquêté autour de cette équipe. Bon c'est une équipe qui a beaucoup de qualités d'endurance. Elles sont ensemble depuis longtemps, mais nous allons aussi jouer sur notre expérience de la CAN pour les déjouer. La force de notre équipe c'est le jeu en bloc sur le plan offensif et défensif", a-t-elle conclu. (Avec togogoal.tg)

BREVES

Mamdou Diagna Ndiaye a rencontré le pape

Visite pontificale pour Mamdou Diagna Ndiaye. Le président du Comité olympique sénégalais (CNOSS) et du comité d'organisation des Jeux de la Jeunesse 2026 à Dakar, également membre du CIO, a profité d'un voyage en Italie pour se rendre au Vatican. Il a été reçu par le pape François dans la bibliothèque privée du Palais apostolique.

Mamdou Diagna Ndiaye était porteur d'un message du président sénégalais, Macky Sall, et d'un autre du président du CIO, Thomas Bach. Le dirigeant sénégalais ne s'est pas rendu seul au Vatican. Il était notamment accompagné du coordinateur général du comité d'organisation des JOJ 2026, Ibrahima Wade, et du président de la Fédération sénégalaise de football, et vice-président de la Confédération africaine de football, Augustin Emmanuel Senghor.

La délégation sénégalaise a profité de son séjour à Rome pour participer à un déjeuner de travail au Comité national olympique italien (CONI). L'occasion pour les Sénégalais et les Italiens de préparer une nouvelle version du protocole d'accord entre les deux parties, dans la perspective des Jeux d'hiver de Milan-Cortina et des JOJ de Dakar, organisés à quelques mois d'écart. Sa version finale devrait être signée le mois prochain à Mumbai, en marge de la 147^{ème} session du CIO (15 au 17 octobre).

La Russie restera exclue

Le président de l'UEFA, Aleksander Ceferin, en a fait l'annonce à l'occasion d'une interview accordée à un média slovène. Il est également revenu sur le cas Gazprom.

Le football russe reste banni jusqu'à nouvel ordre. Mise à l'écart du monde du football après le début de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, la Russie le restera "jusqu'à la fin de la guerre", a annoncé le président de l'UEFA Aleksander Ceferin, qui maintient une position de fermeté auprès du média slovène Metropolitain. Les équipes russes resteront donc exclues des compétitions européennes jusqu'à la fin des hostilités. Le 28 février 2022, dans un communiqué commun, l'UEFA et la FIFA avaient décidé d'exclure les équipes russes des compétitions internationales, appliquant les recommandations du Comité international olympique (CIO).

L'UEFA avait également rompu son contrat de sponsoring avec Gazprom. Le géant gazier russe était un sponsor majeur de l'instance européenne. "Il s'agissait tout simplement d'un acte symbolique. Il est difficile d'afficher de la publicité pour cette société autour des terrains où des centaines de millions de personnes regardent les matchs après le début d'une guerre. Je suis désolé que ce soit le cas, mais nous devons le faire. Mais il est également vrai que les personnes qui crient le plus fort à ce sujet sont celles qui continuent d'acheter du gaz à la même entreprise", a constaté Ceferin.

Un entraîneur argentin mort lors d'un combat

Le coach de boxe argentin Diego Arrua est décédé vendredi à Tijuana (Mexique), à l'âge de 58 ans. Il a été victime d'une crise cardiaque alors qu'il était en train de coacher sa femme, Sabrina Perez pendant un combat contre Skye Nicolson, pour la ceinture intérimaire WBC des poids plumes.

La boxe en deuil. L'entraîneur argentin Diego Arrua est mort tragiquement vendredi à Tijuana, au Mexique, à l'âge de 58 ans. Il est décédé alors qu'il coachait Sabrina Perez, qui était aussi sa femme. Diego Arrua a été victime d'une crise cardiaque près du ring alors que la boxeuse argentine affrontait l'Australienne Skye Nicolson pour la défense de son titre intérimaire WBC des poids plumes (titre qu'elle a perdu sur décision unanime).

Diego Arrua s'est effondré de sa chaise entre le 9^e et le 10^e round. Il a été transporté en urgence à l'hôpital où il n'a pas pu être sauvé. Le patron de la WBC a confirmé la mort de Diego Arrua samedi sur les réseaux sociaux : "C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès soudain de l'entraîneur argentin Diego Arrua, victime d'une grave crise cardiaque lors du combat de Sabrina Pérez à Tijuana", a déclaré Mauricio Sulaiman.

COUPE DU MONDE 2030

Le Maroc en Espagne pour préparer la candidature

Dans le cadre de la préparation de la candidature tripartite à l'organisation de la Coupe du monde 2030 (qui fêtera son centenaire), les dirigeants des fédérations de football d'Espagne, du Portugal et du Maroc se sont réunis ce week-end à Madrid.

La Commission tripartite, présidée par Pedro Rocha, président du conseil d'administration de la Fédération Espagnole de Football en l'absence de Luis Rubiales, suspendu et démissionnaire, par Fouzi Lekjaa, président de la Fédération Royale Marocaine de Football, et par Fernando Gomez, président de

la Fédération Portugaise de Football, a manifesté son enthousiasme quant à cette collaboration historique. L'intégration du Maroc dans ce projet, remarquable demi-finaliste lors de la dernière édition 2022, promet une candidature historique à cheval entre l'Europe et l'Afrique.

Pedro Rocha s'est montré satisfait à l'issue de cette première réunion : "Nous avançons ensemble avec pour objectif de présenter un très bon projet de Coupe du monde qui est plus fort que jamais avec l'intégration du Maroc dans nos équipes de travail". Cette collabo-

ration promet d'unir deux continents, différentes cultures mais surtout une passion commune pour le football.

Le président de la Fédération Royale Marocaine de Football, Fouzi Lekjaa, a de son côté souligné la responsabilité historique qui incombe à cette candidature : "Nous sommes conscients de la grande responsabilité qui est la nôtre, car nous sommes face à une opportunité historique. Nous allons ajouter nos meilleurs efforts à une grande équipe de professionnels qui travaillent très dur pour atteindre l'objectif. C'est un honneur pour nous de faire partie

d'une candidature aussi forte et importante."

La prochaine réunion est prévue le 4 octobre 2023, cette fois à Rabat. Elle se déroulera évidemment en présence des présidents des trois fédérations. La FIFA annoncera de son côté sa décision finale quant à l'attribution de la Coupe du monde 2030 en décembre 2024. Encore un peu plus d'un an donc pour présenter le projet le plus solide possible face au concurrent sud-américain sud-américains (Argentine, Uruguay, Chili et Paraguay).

DURABILITE

Le responsable du développement durable réaffirme l'engagement de la FIFA envers des "objectifs ambitieux"

Federico Addiechi, responsable du développement durable de la FIFA, a réitéré la détermination de l'instance dirigeante du football mondial à rendre le beau jeu plus durable, tout en admettant que "la route serait longue".

S'exprimant à l'occasion du Forum public 2023 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, en Suisse, M. Addiechi a souligné les progrès accomplis lors des récents tournois de la FIFA et le nombre croissant de normes de durabilité intégrées dans les procédures de candidature à l'accueil des compétitions.

Malgré ces avancées positives, il a prévenu qu'il restait encore beaucoup à faire. La FIFA entend réduire de moitié ses émissions de carbone d'ici 2030 et atteindre zéro émission nette à l'horizon 2040, conformément

à sa Stratégie pour le climat adoptée en 2021 dans la droite ligne de l'Accord-cadre pour le sport au service de l'action climatique des Nations unies.

Les effets du changement climatique vont longtemps se faire sentir sur notre sport et sur la société. En tant qu'instance dirigeante du football mondial, nous avons une double responsabilité : rendre notre sport plus résilient afin de surmonter les effets du changement climatique et nous efforcer d'atténuer l'impact de nos activités sur l'environnement. Cette mission est ancrée dans notre Stratégie pour le climat. Il sera extrêmement difficile de diminuer de moitié nos émissions de carbone d'ici 2030. Toutefois, la FIFA s'y est engagée et nous travaillons avec humilité, mais détermination à faire face à l'ampleur du



défi."

Les candidats à l'organisation des Coupes du Monde de la FIFA 2018 et 2022[™] avaient déjà dû intégrer plusieurs normes de durabilité, no-

tamment la certification de construction verte des stades. Cette innovation avait été demandée aux pays hôtes potentiels, à la suite de sa mise en œuvre volontaire à Brésil 2014.

M. Addiechi a noté que Qatar 2022 s'était appuyé sur la vaste expérience engrangée au fil des ans par la FIFA en termes de durabilité des grandes compétitions sportives. La stratégie ambitieuse du tournoi en la matière a permis aux organisateurs de réaliser des progrès majeurs dans plusieurs domaines, dont la réduction de la consommation d'énergie, la gestion des déchets et le recyclage à l'intérieur des enceintes, ainsi que la certification durable de la conception, la construction et l'exploitation des stades. "Nous avons atteint des objectifs de recyclage et de compostage impensables auparavant au Qatar, avec 77 % de déchets recyclés, réutilisés ou compostés. Comparé au pourcentage moyen de recyclage dans le pays, c'est un énorme pas en avant".

Il a également mis en lumière

d'autres "héritages positifs de la Coupe du Monde 2022", tel le programme d'accessibilité salué par les supporters handicapés ou à mobilité réduite. De même, le mécanisme de réclamation mis en place pour faciliter le signalement des cas de violation des droits humains et des travailleurs fait désormais partie intégrante des normes imposées par la FIFA aux futurs pays hôtes.

"Les résultats obtenus lors de la mise en œuvre de notre stratégie de développement durable en amont de Qatar 2022 ont donné lieu à de nouvelles avancées et normes pour les Coupes du Monde de la FIFA[™] suivantes. Chaque tournoi de la FIFA est l'occasion de tirer des enseignements du passé pour améliorer l'avenir".

SOCIÉTÉ

Quelle éducation sexuelle pour les jeunes ?

Etonam Sossou



A presque 100 %, les adolescents semblent tous bien informés sur les questions de

VIH et de grossesses non désirées grâce aux médias et aux technologies de l'information. Et en matière de sexualité, le besoin de conseil et d'assistance ne semble pas une préoccupation pour eux. Pas donc question de s'asseoir devant leurs géniteurs pour écouter un discours sur la sexualité. « Nos parents savent que nous sommes informés sur ces questions. Par contre, chez moi par exemple, maman dit tout le temps à ma sœur de faire attention aux garçons quand elle veut aller en boîte le week-end ». Le sentiment qui se dégage dans ce groupe, c'est que ce sont les filles qui ont le plus besoin de dialogue avec les parents pour éviter des situations déplorables. De l'autre côté de la voie, un autre regroupement de jeunes.

Ces jeunes tiennent le même discours : la communication parents enfants sur la sexualité est une affaire de femmes. « Garçon tombe pas enceinte. Donc ce sont nos sœurs qui ont intérêt à s'informer, à écouter les mamans pour ne pas piquer une grossesse », affirme un d'entre eux, avec un

accent ivoirien. « Dans tous les cas, poursuit son voisin, qui laissait échapper des volutes de fumée de cigarette de la bouche, nos vieux pères se cherchent. La Pauvreté occupe leur esprit. Donc, ils n'ont

pas le temps pour discuter de ces sujets avec nous. Et puis, n'oubliez pas que dans nos sociétés parler de sexualité paraît comme un encouragement à la débauche ».

La communication parents-enfants sur la sexualité n'est pas forcément considérée comme un tabou, mais certains jeunes garçons pensent que c'est plutôt les mères qui doivent guider leurs filles pour qu'elles se prémunisent contre les grossesses non désirées et les infections à VIH ou autres maladies sexuellement transmissibles.

C'est un impératif pour les pa-

rents d'éduquer sexuellement leurs enfants parce que s'ils ne

font pas, ceux-ci vont s'informer auprès de leurs amis qui connaissent les mêmes problèmes. A un certain moment de leur vie, les jeunes traversent une crise, cherchent des solutions et se tournent vers ceux de leur âge.

L'information n'est pas une éducation même avec quelqu'un de plus expérimenté. Pour que l'information ait son répondeur pédagogique, la source doit venir des parents. Comment vivre

sa sexualité? Les parents ont le devoir de répondre à cette interrogation en apportant non seulement des informations mais l'éducation. En ne le faisant pas, les enfants sont laissés à eux-mêmes et sont mal orientés.

Aux Etats-Unis, une étude a demandé à des étudiants qui exerçaient le plus d'influence sur leurs décisions en matière de sexualité : 37 % ont cité leurs parents, tandis que 30 % mentionnaient leurs amis. En sus des

parents, d'autres membres adultes de la famille et de la communauté exercent une influence sur le comportement sanitaire des enfants. Notre société, est en train de s'enfoncer car contrairement à nos parents qui avaient le temps pour raconter des contes aux enfants d'où l'on tirait des leçons de morale, aujourd'hui les pères de famille ne préparent pas leurs enfants à affronter l'adolescence, d'où l'urgence de s'y pencher dans les foyers.

REVUE DES DROITS DE L'ENFANT À GENÈVE

Le gouvernement a exposé, la société civile a fait son constat

(suite de la page 3)

ment les parents, les enseignants, tant du secteur privé que public, du primaire, secondaire, technique et de l'artisanat et des universités, les maîtres artisans formateurs, les pourvoyeurs de soins, les professionnels de la santé, les travailleurs sociaux, ne connaissent ni la loi ni les modalités pratiques de sa mise en œuvre.

La BNCE recommande donc au Gouvernement de :

- Adopter d'ici la fin de l'année 2023, le décret prévu à l'article 12 alinéa 3 de la loi, relatif à la création, à l'organisation et au fonc-

tionnement de l'observatoire national pour le suivi-évaluation des violences à caractère sexuel contre les apprenants ;

- Prendre d'ici la fin de l'année 2023, l'arrêté conjoint portant détermination des modalités de délivrance et de prise en charge des certificats médicaux et des rapports d'expertises médico-légaux aux apprenants victimes de violences à caractère sexuel.

Il propose aussi

- d'organiser des renforcements de capacités des enseignants et des inspecteurs de l'éducation nationale ainsi que des maîtres artisans formateurs et des directeurs des centres de

formation technique et professionnelle et de l'artisanat ;

- d'intégrer dans le curriculum de formation des facultés et écoles de formation des assistants sociaux, des magistrats, des médecins et infirmiers, des modules spécifiques sur les infractions et les sanctions prévues par la loi du 2 décembre 2022.

Le BNCE a aussi relevé que le Comité National des droits de l'Enfant (CNE) installé depuis le 14 novembre 2019 ne joue véritablement pas son rôle de coordination faute de ressources humaines, financières et techniques suffisantes. Aussi, deux ans et demi après l'opérationnalisation

de la Stratégie Nationale de Justice pour Enfants (SNJE, 2021-2025), force est de constater que le plan budgétaire prévu n'a jamais vu le jour et donc, handicapé son démarrage effectif ; Dix ans après l'adoption de la loi du 27 mai 2013 portant aide juridictionnelle au Togo, ni le décret portant composition et fonctionnement du conseil national d'aide juridictionnelle ni l'arrêté relatif à la nomination des membres du conseil, ni le décret fixant les règles de fonctionnement des bureaux d'aide juridictionnelle, n'ont été adoptés. Des recommandations ont été formulées pour ces différents manquements relevés.

DATES	JEUX	RÉSULTATS	COMMENTAIRES
VENDREDI 15 - 09 - 2023	LOTO KADOO		DES MILLIONNAIRES A PROFUSION AU TIRAGE LOTO KADOO de ce 15.09.23 !!! Le tirage N°769 de LOTO KADOO ce vendredi 15 Septembre 2023 a été particulièrement marqué par une avalanche de gros lots. Ils ont été complétés en grand nombre et les lots intermédiaires (inférieurs à 1.000.000 FCFA) innombrables. Dans le détail des gros lots nos avons : @ A LOME : * UN (01) SUPER GROS LOT de 5.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 50625 * UN (01) SUPER GROS LOT de 3.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 70127 * DEUX (02) GROS LOTS de 2.000.000 FCFA respectivement auprès des opérateurs 70322 et 70349 * DEUX (02) GROS LOTS de 1.500.000 FCFA auprès de l'opérateur 70322 * DIX-SEPT (17) GROS LOTS de 1.000.000 FCFA dont respectivement UN (01) chacun auprès des opérateurs 90339, 70334, 70335, 70336, 70348, 70240, 60627, 60425, 50625, 50428, 50434, 50329, 50247, 30145 et TROIS (03) auprès de l'opérateur 70322 A l'intérieur du pays, nous avons : @ A KEVE: DEUX (02) GROS LOTS de 1.250.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 90226 @ TABUGBO: UN (01) GROS LOT de 1.330.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 80025; * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 80031 @ AADETA: UN (01) GROS LOT de 1.250.000 FCFA et UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 40124
	LOTO KING		DIVERS TYPES DE LOTS INTERMEDIAIRES AU TIRAGE N°10 DE LOTO KING Le tirage N°10 de LOTO KING du vendredi 08 Septembret 2023, a fait le bonheur d'un grand nombre de parieurs. En effet, ces gagnants ont eu la chance de remporter divers montants que sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire de lots dont les montants sont inférieurs à 1.000.000 FCFA. Ces dits lots, dénombrés dans plusieurs villes du pays, seront remis dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
SAMEDI 16 - 09 - 2023	LOTO SAM		GAINS DIVERS AU TIRAGE LOTO Sam de ce 16.09.23 !!! Ce samedi 16 Septembre 2023, le tirage Loto Sam N° 325 a permis d'enregistrer un bon taux de gagnants de lots intermédiaires sur toute l'étendue du territoire. Ces milliers de gagnants comptent parmi eux des millionnaires recensés notamment : @ A LOME : * UN (01) GROS LOT de 1.650.000 FCFA auprès de l'opérateur 30423 * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 90030 A l'intérieur du pays, nous avons : @ A DAPAONG: * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 10136 La remise des lots se fera dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
	LOTO BINGO		LOME FAIT DES MILLIONNAIRES AU TIRAGE LOTO BINGO N° 12 Ce samedi 16 Septembre 2023, le tirage N° 12 de LOTO BINGO a fait la joie de nombreux parieurs sur toute l'étendue du territoire. Ils ont été des milliers à gagner des lots inférieurs à 1.000.000 FCFA, et des gros lots ont été également enregistrés dans la capitale. Ainsi, nous avons à ce titre : @ A LOME : * UN (01) SUPER GROS LOT de 5.000.000 FCFA gagné sur le point de vente 60228 * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA gagné sur le point de vente 70344 La remise des différents lots se fera dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
LUNDI 18 - 09 - 2023	LOTO DIAMANT		LOTTO DIAMANT N° 1179 FAIT PLUSIEURS MILLIONNAIRES Ce lundi 18 Septembre 2023, au tirage Lotto Diamant N° 1179, on note un très fort taux de gains de lots intermédiaires (inférieurs à 1.000.000 FCFA), mettant également en évidence une diversité de gros lots, particulièrement enregistrés dans la capitale LOME : S'agissant donc de ces gros lots, nous avons : * UN (01) GROS LOT de 1.912.500 FCFA auprès de l'opérateur 30239 * UN (01) GROS LOT de 1.500.000 FCFA auprès de l'opérateur 70731 * UN (01) GROS LOT de 1.250.000 FCFA auprès de l'opérateur 50649 * UN (01) GROS LOT de 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 50201 Les différentes remises se feront dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.
	LOTO GOLD		DIVERS LOTS INTERMEDIAIRES AU TIRAGE N°012 DE LOTO GOLD Au douzième tirage de Loto Gold ce lundi 18 septembre 2023, c'est à peu près trois mille (3.000) parieurs qui ont eu le bonheur de remporter des lots intermédiaires (inférieurs à 1.000.000 FCFA). Ces lots de divers ordres, ont été dénombrés à travers différentes villes du pays. Les remises se feront dans les agences et points de vente de la LONATO à LOME et à l'intérieur du pays.

AUTONOMISATION DES JEUNES ET DE LA FEMME

La PIA accompagne de potentiels entrepreneurs de la préfecture de Zio

F. Woussou

« Ensemble, promouvons l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes pour leur autonomisation ». C'est le thème d'une formation de trois jours à l'endroit de plus des jeunes et femmes de la commune Zio 1 à la maison des jeunes de la ville de Tsévié. Organisé par l'Association Femmes vaillantes pour le développement (FDV), ce projet s'inscrit dans le déroulement de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Il a pour objectif fondamental le développement et l'amélioration des conditions de vie des Jeunes de la préfecture, à travers des activités génératrices de revenus. Il vise à les initier aux fondements pour entreprendre et maîtriser des solutions institutionnelles d'accompagnement.

Pendant 3 jours, les participants se sont soumis à un exercice d'échange et d'information sur les pratiques et le processus d'autonomisation des jeunes ; comprendre l'esprit entrepreneurial et les compétences requises ; Développer des idées de projets novateurs en utilisant les techniques de créativité ; Identifier les besoins des clients et les principaux acteurs du marché ; Etablir la faisabilité financière d'un projet ; Présenter les structures et le processus d'accompagnement technique et financier



mis en place par l'État et ses partenaires.

Au bout de ces trois jours de formation, le potentiel entrepreneurial des participants a été évalué et récompensé pour les meilleurs d'entre eux. Pour la commune Zio1, C'est Tchalla Bassirou qui a remporté la grosse récompense de 500 000 FCFA pour développer son projet de production de melons. Quant à Gonçalves Déla, elle a décroché un financement de 300 000 FCFA pour son idée de production de jupe-culotte pour les jeunes filles élèves pour freiner le harcèlement dans les collèges et lycées du Togo. « **Nous allons suivre ces jeunes pour les aider à réaliser leurs ambitions et participer au développement de leur localité et de leur pays** », a déclaré Eugénie Gbégbé, la Présidente de l'association Femmes

vaillantes pour le développement (FVD). Elle a informé que le programme se poursuivra dans les autres communes de la préfecture de Zio. La représentante de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), qui a soutenu le projet, a exprimé sa joie de voir l'enthousiasme avec lequel les jeunes et les femmes ont participé au programme.

Le ministre Kodjo Adédzé, cadre du milieu a exhorté les jeunes à croire en leur rêve. Il a recommandé la mise en place d'un comité de suivi pour accompagner les lauréats dans la mise en œuvre de leur projet. « **Nous pouvons nous réaliser à l'endroit où nous sommes. En matière d'entrepreneuriat, vous allez connaître des succès mais aussi des échecs. Mais il faut que ces échecs soient des leviers afin que vous réalisiez** », a conseillé Kodjo Adédzé.

RENTÉE SCOLAIRE 2023-2024

La nouvelle année sous de bons auspices

Eric J.

L'année scolaire 2023-2024 s'ouvre pour les élèves le 25 Septembre prochain. Dans la droite ligne des efforts fournis l'année dernière par le Gouvernement pour assurer une année profitable à tous les acteurs, le ministère des enseignements primaire, secondaire et technique (MEPST) informe que les actions vont se poursuivre dans ce sens.

On parle de recrutement d'une nouvelle promotion d'élèves-professeurs qui va pérenniser le vivier d'enseignants qualifiés pour le système éducatif ; Les efforts du gouvernement pour atteindre les objectifs de la feuille de route 2020-2025 (en l'occurrence le projet P10 : *amélioration de la qualité de l'enseignement*) ont permis l'organisation d'un nouveau concours de recrutement de 4501 nouveaux enseignants fonctionnaires dont 471 dans l'enseignement technique et la formation professionnelle. Cet effectif réduira le gap en enseignants de 6558 à 2528. Au niveau de l'enseignement technique, le recrutement est spécifique aux filières technologiques et industrielles en priorité afin d'inverser la tendance d'un surplus dans les filières commerciales. On parle aussi de la formation des surveillants des collèges et lycées qui

deviendront des Conseillers principaux d'éducation (CPE). En plus d'assumer la discipline dans les établissements, ils amèneront l'élève à l'autodiscipline et l'accompagneront dans la réussite de son projet personnel scolaire en l'aidant à surmonter ses difficultés d'organisation et d'apprentissage en lien avec la direction et les parents. Des manuels et guides dans les domaines de la citoyenneté qui favorise, l'amour de la patrie, le vivre-ensemble, le respect des lois de la république, la cohésion nationale et la lutte contre l'extrémisme violent seront élaborés au cours de cette année scolaire 2023-2024. Il en sera de même pour les matières scientifiques car aucun pays ne peut se développer sans scientifiques, dit-on au ministère.

En ce qui concerne le fonctionnement des périmètres pédagogiques, chaque groupe d'établissements aura à sa disposition le matériel adéquat pour les expériences et d'autres usages auxquels tous les enseignants seront formés par leurs pairs et le personnel d'encadrement. Ce cadre est également un lieu d'appropriation des orientations et de la formation continue au cours de journées pédagogiques formalisées par des arrêtés ; Les capacités d'accueil scolaire prennent de l'ampleur

avec la construction de nouvelles salles de classe réceptionnées pendant ces derniers mois et la création de nouveaux jardins d'enfants, de nouvelles écoles primaires, de nouveaux CEG et lycées publics. Ces infrastructures permettront de faire face à l'afflux de nouveaux apprenants dans la mise en œuvre d'une carte scolaire dynamique et prospective.

Il faut rappeler que les résultats de l'année scolaire 2022-2023 ont été très satisfaisants avec un bon taux de réussite dans l'ensemble. Selon le MEPST, cette hausse est due au recrutement et un meilleur redéploiement de 4700 enseignants, ce qui a réduit le nombre d'élèves par enseignant de 59 à 53 élèves, mais également amélioré leur prestation ; le recrutement et le déploiement de nouveaux personnels d'encadrement portant l'effectif de 105 à 356 soit 239,05% d'augmentation avec des lettres de mission ; le renforcement de l'encadrement de proximité : 80% des lycées et CEG ont bénéficié d'économistes et gestionnaires-comptables et de surveillants généraux nommés. Leur rôle a permis de décharger les chefs d'établissement et les censeurs des tâches liées à la gestion financière et à la discipline et d'accroître leurs capacités d'encadrement pédagogique.

AVEC L'ADHESION DU TOGO AU COMMONWEALTH EN 2022

L'anglais enseigné au cours préparatoire dès ce 25 septembre

Late Pater

L'anglais sera enseigné dans les écoles préscolaires et primaires dès la prochaine année scolaire qui démarre ce 25 septembre 2023. D'après une note de service signée du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Komla Dodzi Kokoroko, et adressée aux directeurs régionaux de l'éducation, chefs d'inspection, directeurs d'écoles et enseignants expérimentateurs des écoles pilotes, il s'agit d'un programme pilote. « Pour la phase initiale du projet, des écoles primaires publiques,

privées laïques et confessionnelles identifiées sur toute l'étendue du territoire, ont été retenues et les enseignants formés en vue d'une pratique adéquate. La phase pilote de l'introduction de l'anglais au préscolaire et au primaire, qui commence dès cette rentrée scolaire 2023-2024 dans les écoles retenues, concernera uniquement le sous-cycle « cours préparatoire » (CP). Progressivement, les autres sous-cycles suivront les années à venir », détaille le ministre.

Pour arriver à cette phase pratique, il a fallu élaborer des outils, comme les outils pédagogiques

en versions physique et numérique (audios, vidéos, guides, manuels, tutoriels de scénarisation), les outils de suivi des enseignants, les outils d'évaluation de la phase d'expérimentation.

Le 25 juin 2022, le Togo est devenu membre du Commonwealth, traduisant la volonté de « garantir au pays son inéluctable marche vers le développement durable et la prospérité partagée à travers la diversification de sa coopération avec d'autres Etats dans plusieurs domaines, notamment diplomatique, économique, éducatif et culturel », rappelle la note ministérielle.

CROISSANCE DES PME À TRAVERS LE FONDS JOLIBA FUND I

Le Togo parmi les 12 pays bénéficiaires ciblés

Late Pater

Washington, le 13 septembre 2023 (communiqué) — La Société financière internationale (IFC, membre du Groupe de la Banque mondiale) annonce un investissement en capitaux propres à concurrence de 15 millions d'euros dans le fonds Joliba Fund I, géré par la société de capital-investissement Joliba Capital, basée à Abidjan. Ces fonds serviront à favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale, qui sont parmi les marchés de capital-investissement les plus délaissés au monde.

L'apport d'IFC comprend une prise de participation à hauteur de 7,5 millions d'euros provenant de son programme d'aide aux PME, SME Ventures. A cette participation s'ajoute une enveloppe de 7,5 millions d'euros issue du Mécanisme de financement mixte du Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), dont l'objectif est de réduire les risques liés aux investissements dans les pays à faible revenu. Au cours du montage financier, Joliba Fund I a levé 55 millions d'euros, provenant notamment d'autres investisseurs commerciaux et d'investisseurs en développement tels que Proparco, la filiale du groupe Agence fran-

çaise de développement (AFD) dédiée au secteur privé, FMO, la Société néerlandaise de financement du développement, et la société française de capital-investissement LBO France. L'accord a été signé à l'occasion du 11e forum annuel du programme SME Ventures organisé par IFC et Proparco.

Le fonds investira dans des PME au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, en République du Congo, au Togo, au Sénégal et au Gabon. Au moins 80% des investissements du fonds seront alloués à des PME dans des pays éligibles pour recevoir des ressources de l'IDA, le programme de la Banque mondiale dédié aux pays les plus pauvres. Certains des pays de la région affichent en outre parmi les plus hauts taux de croissance du monde. La Côte d'Ivoire devrait, par exemple, maintenir un taux de croissance d'au moins 6% au cours des cinq prochaines années.

L'activité de capital-investissement en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale demeure l'une des plus faibles à l'échelle mondiale. À titre d'exemple, selon la Global Private Capital Association, la collecte de fonds de capital-investissement destinés aux fonds régionaux en Afrique de l'ouest est tom-

bée à 20 millions de dollars en 2022, contre 234 millions en 2018. Les investissements de Joliba cibleront des secteurs tels que les produits et services de consommation, les services financiers, le transport et la logistique, l'agroalimentaire, les services aux entreprises, les soins de santé et l'éducation. La société de gestion apportera également aux PME un soutien organisationnel et opérationnel, notamment en matière de transformation numérique et de gestion des talents. IFC collaborera avec Joliba en vue d'élaborer, puis de mettre en œuvre des normes environnementales et sociales...

ALERTE !

Selon l'OMS, l'Afrique est la première région du monde pour le diabète non diagnostiqué

(suite de la page 5)

diabète de type 1 - la forme la plus courante de diabète pédiatrique - a accès à un traitement par insuline. Au total, 24 millions d'adultes vivent avec le diabète en Afrique. Selon l'OMS ce chiffre devrait augmenter de 129% pour atteindre 55 millions d'ici 2045. « Bien que les pays soient confrontés à plusieurs obstacles pour lutter contre le diabète, la prévalence croissante de la mala-

die est un signal d'alarme pour renforcer les soins de santé, améliorer le diagnostic, l'accès aux médicaments antidiabétiques qui sauvent des vies et faire du diabète une priorité en tant que défi sanitaire majeur », a ajouté la Dre Moeti.

Accès à un traitement abordable

Les pays se sont mis d'accord pour la première fois en mai 2022 sur des objectifs mondiaux clés pour améliorer le diagnostic du dia-

bète, l'accès à un traitement et à des soins équitables, complets, abordables et de qualité.

Ce Pacte mondial pour le diabète de l'OMS vise à ce que 80% des personnes vivant avec le diabète soient diagnostiquées. En outre, les pays doivent s'efforcer de faire en sorte que toutes les personnes chez qui un diabète de type 1 a été diagnostiqué aient accès à de l'insuline et à l'auto surveillance glycémique à un prix abordable.

Pour l'OMS, 60% des diabétiques âgés de 40 ans doivent avoir plus d'accès à des médicaments hypocholestérolémiants. Pour les personnes vivant avec le diabète, l'accès à un traitement abordable, notamment l'insuline, est essentiel à leur survie. Un accès limité à l'insuline met leur vie en danger. Dans les zones rurales du Mozambique, par exemple, l'espérance de vie d'un enfant atteint de diabète de type 1 ne dépasse pas sept mois.



TOGOCOM CELEBRE SES QUATRE MILLIONS D'ABONNES

Lomé (Togo), 29 août 2023 - TOGOCOM, Le premier opérateur global passe le cap de quatre millions d'abonnés actifs sur le marché togolais.

L'opérateur leader au Togo, enregistre désormais plus de quatre millions d'abonnés actifs qui lui renouvellent au quotidien leur confiance et leur fidélité sur l'ensemble du territoire national.

TOGOCOM témoigne sa gratitude dans les différentes langues locales. Chaque client se reconnaîtra dans l'expression de cette reconnaissance « Merci » dans son dialecte. TOGOCOM réaffirme ainsi sa proximité avec ses clients et son accompagnement dans leurs diverses activités.

Cette performance est le fruit d'un engagement constant et d'efforts en continu, d'une orientation stratégique et priorités d'investissement comme par ses produits et services innovants et l'amélioration de sa qualité de service au profit de ses clients.

La modernisation et le renforcement de son réseau lui confèrent aujourd'hui d'être le plus grand réseau 100% 4G+ avec la plus large couverture nationale, son rôle prépondérant dans l'inclusion financière avec son service TMoney lui attribue le premier service de mobile money utilisé par la population Togolaise.

À travers cette célébration, TOGOCOM saisit encore une fois l'occasion pour remercier ses clients, ses employés et ses partenaires qui sont au cœur de son activité.

TOGOCOM s'engage à maintenir cette dynamique pour rester toujours l'opérateur favori des Togolais en investissant davantage dans la disponibilité et la qualité de ses services jusque dans les hameaux les plus reculés du Togo.

TOGOCOM poursuit sa stratégie tournée vers le digital qui vise à démocratiser l'Internet très haut débit mobile auprès de ses clients et reste engagée dans son rôle de catalyseur de la transformation numérique du pays et demeure ancrée dans la vision stratégique du gouvernement.

Tarik BOUDIAF, Directeur Général Adjoint de TOGOCOM : « Nous tenons à témoigner toute notre gratitude à nos clients et nous continuerons résolument d'avancer pour améliorer et faciliter le quotidien de tous les Togolais sur toute l'étendue du territoire national ».



Togocom
À propos de
TOGOCOM

Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché Togolais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCEL, TOGOCOM a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse.

Place de la Réconciliation - (Quartier Atchanté)
Boîte postale : 333 - Lomé - Togo

Téléphone : +228 22 53 44 01
E-mail : spdg@togotelecom.tg
Site web : togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour Tous.

Plus de 4 Millions d'abonnés !

N'LABALE
AKPE
KOUTCHE
KOKARI
ERA MEG'BE EWLESSE
AKPE
KOUTCHE
KOKARI
M'BO
ERA MEG'BE
M'BO
ERA MEG'BE
MERCI N'LABALE
ERA MEG'BE THANKS
BALK
EWLESSE
KOKARI

togocom.tg 
Avancer. Pour vous. Pour tous.



La puissance de la Fibre à Bassar !

Internet Très Haut Débit à partir de **15 000 FCFA/mois**

La Fibre
888 119
ou en agence/commercial itinérant



Frais d'installation à 10.000 F
Offres soumises à conditions.

togocom.tg 
Avancer. Pour vous. Pour tous.



La puissance de la Fibre à Niamtougou !

Internet Très Haut Débit à partir de **15 000 FCFA/mois**

La Fibre
888 119
ou en agence/commercial itinérant



Frais d'installation à 10.000 F
Offres soumises à conditions.

togocom.tg 
Avancer. Pour vous. Pour tous.

